



PACTE NATIONAL SOLIDAIRE

GURMAD – DEERO

Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie

13 Avril 2020



CONTEXTE



La République de Djibouti, à l'instar des économies mondiales et africaines, est frappée de plein fouet par la crise sanitaire COVID-19 avec le taux le plus élevé dans la région de la corne d'Afrique (362 cas confirmés dont 2 morts au 14 Avril). La présente crise COVID19 est venue aggraver une situation déjà préoccupante marquée par :



SÉCHERESSE

Les sécheresses récurrentes des années antérieures



INONDATION

Les inondations de novembre 2019



ÉPIDÉMIE/PALUDISME

Une épidémie de paludisme et de Chukunguya qui a affecté la population et mis à rude épreuve le système sanitaire



REPUBLIQUE DE DJIBOUTI



LA CRISE DU COVID-19 ET SES IMPACTS EN CHIFFRES

**CROISSANCE/PIB:
DE 1,5 OU -3,8%
(EN FONCTION DU
SCENARIO)**

**DÉPENSES
EXCEPTIONNELLES:
16,7 MILLIARDS
FDJ**

**DÉFICIT
BUDGETAIRE :
34,3 MILLIARDS
FDJ**

**EMPLOIS
PERDUS:
DE 30 À 40 MILLE**

**BESOIN DE
FINANCEMENT
POUR L'EXERCICE
2020:
23,4 MILLIARDS FDJ**

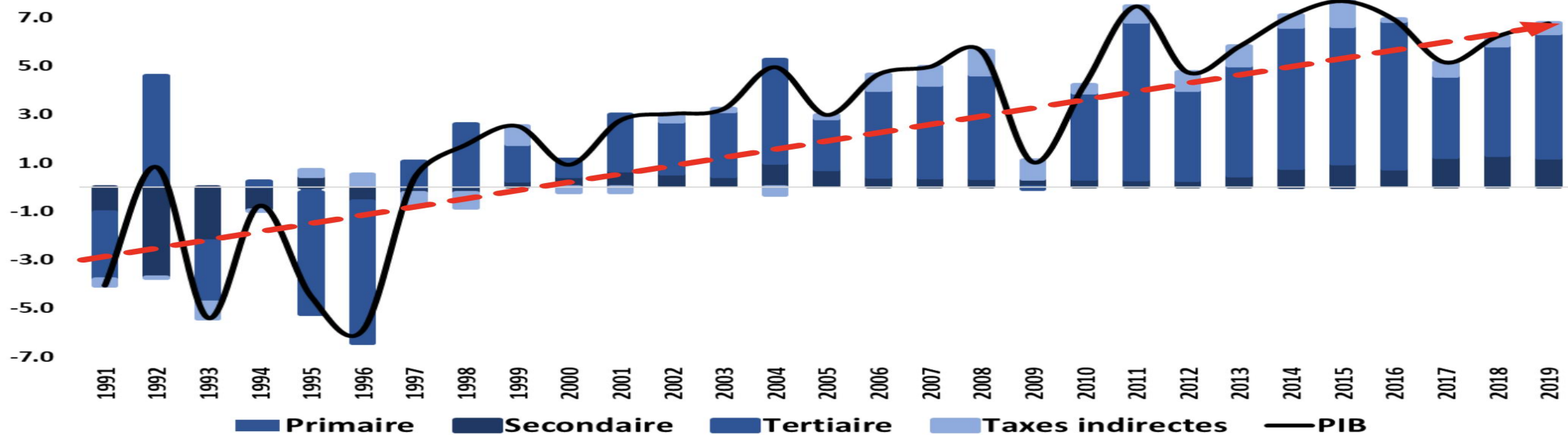
INTRODUCTION



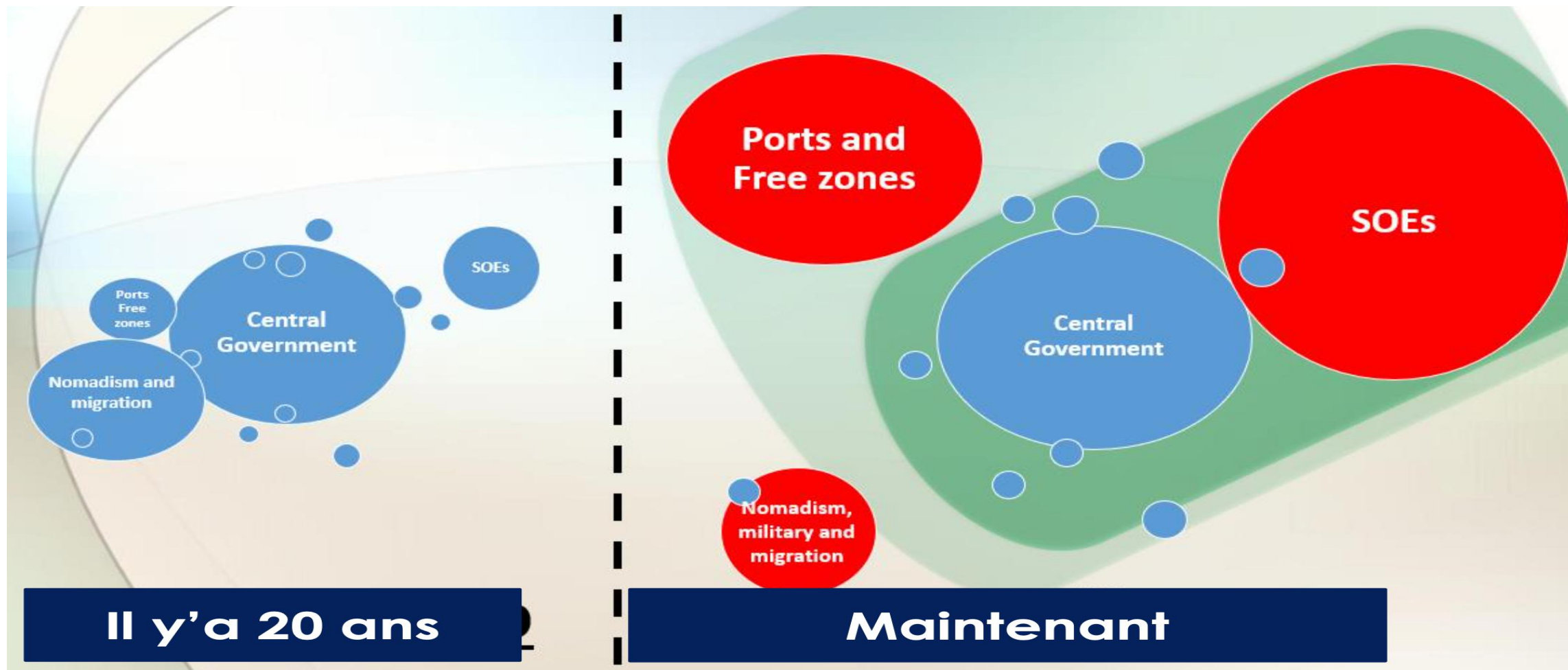
La République de Djibouti qui n'a jamais bénéficié des initiatives de PPTTE et IADM, a pu enregistrer une performance économique et sociale impressionnante grâce à des choix stratégiques de très haute portée en transformant l'écosystème macro-économique du pays.

Ces deux dernières décennies de croissance économique continue se sont traduites par une forte réduction de la pauvreté ayant permis d'atteindre certains objectifs des OMD.

Cette crise sanitaire commuée en crise socio-économique risque de remettre en cause les acquis de 20 ans d'efforts et de progrès.



L'ECOSYSTEME MACROÉCONOMIQUE



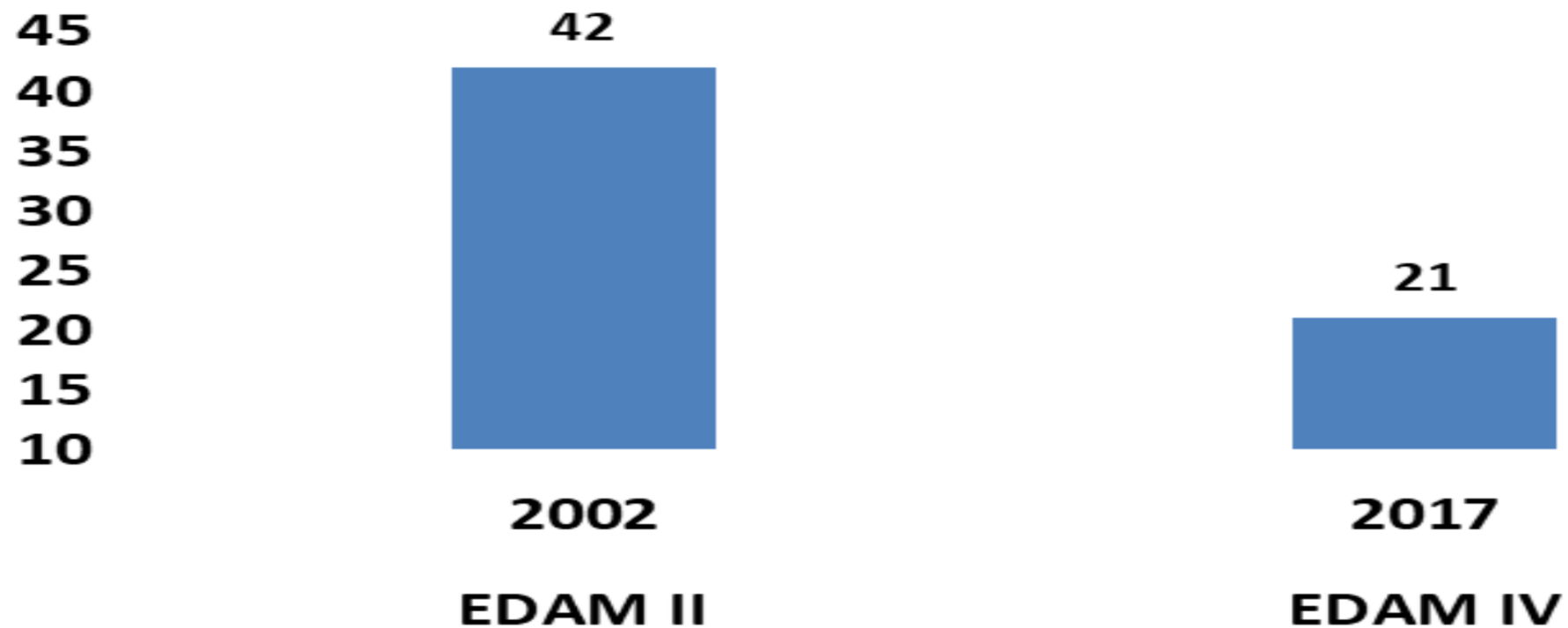
Il y'a 20 ans

Maintenant

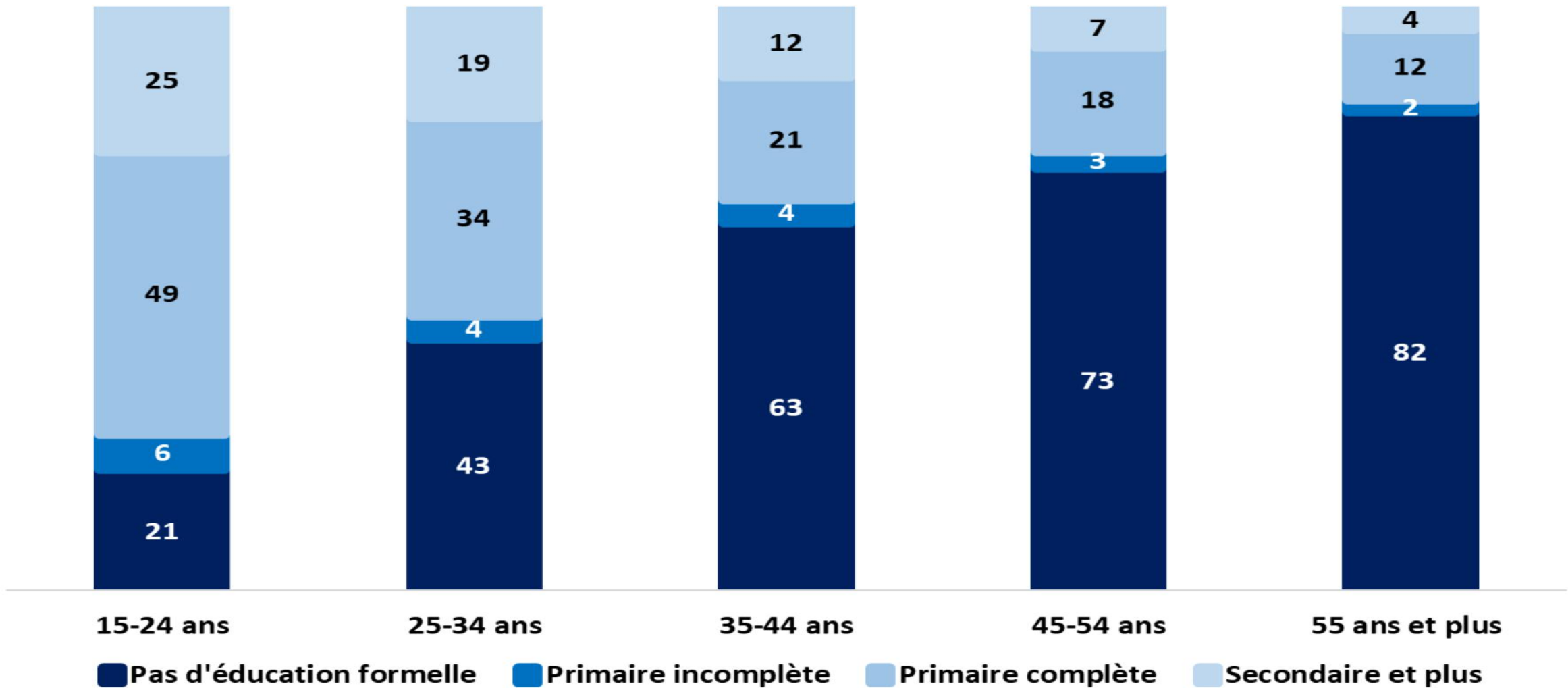
REDUCTION DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ



Extreme poverty (national poverty line)



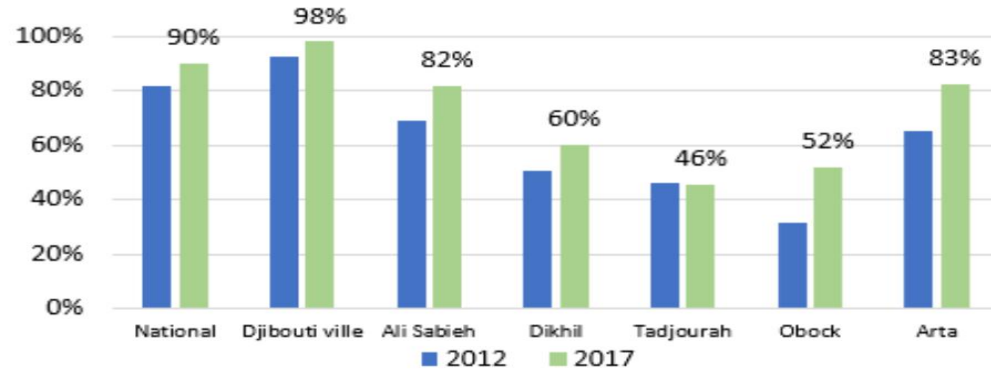
ACCÈS À L'ÉDUCATION



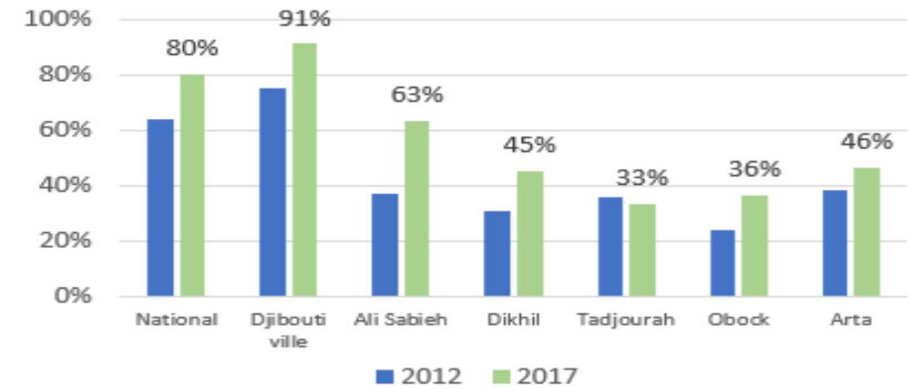
ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASES



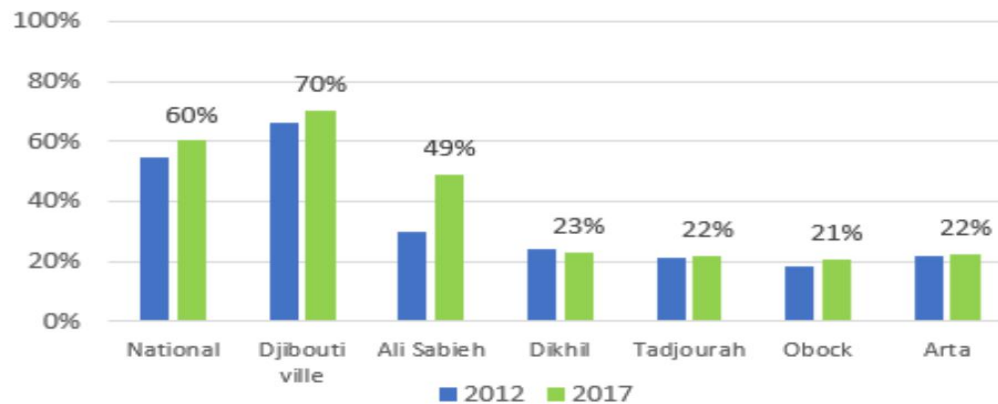
Access to improved water sources (in %)



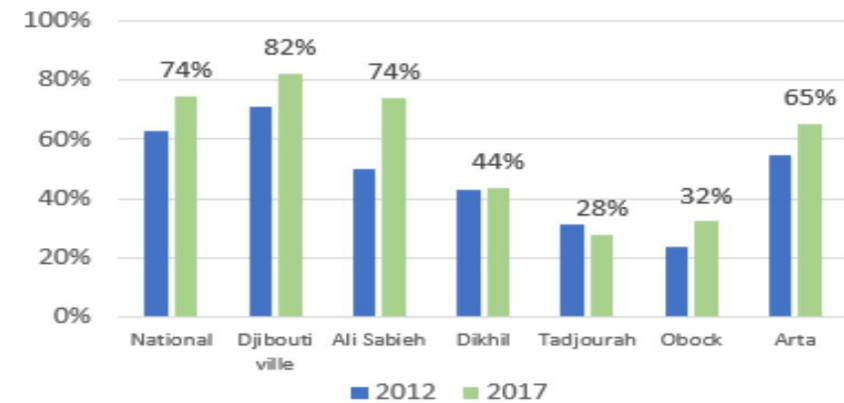
Mobile phone ownership (in %)



Access to electricity (in %)



Sheet metal as roof material (in %)



CRISE COVID-19 : UNE CRISE MULTIDIMENSIONNELLE



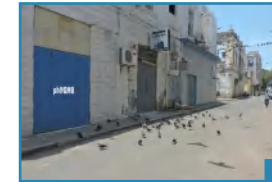
SANITAIRE

Préparer et gérer le système de santé



ÉCONOMIE

Mettre en place un plan de sauvegarde économique



SOCIAL

Soutenir la population impactée.

IMPACT ECONOMIQUE À COURT TERME



La crise sanitaire liée au COVID-19 et le confinement qui s'en est suivi, ont particulièrement affecté la république de Djibouti et l'ensemble des acteurs économiques, et notamment les populations les plus pauvres avec une diminution de l'activité économique et une inflation liée aux phénomènes de panique et d'accumulation de denrées alimentaires.



Pour les entreprises (Y compris les jeunes entrepreneurs)

- Offre : Fermeture/Arrêt d'entreprises
- Demande : Baisse de la demande (consommation) nationale
- Rupture de la chaîne mondiale de production et de la logistique



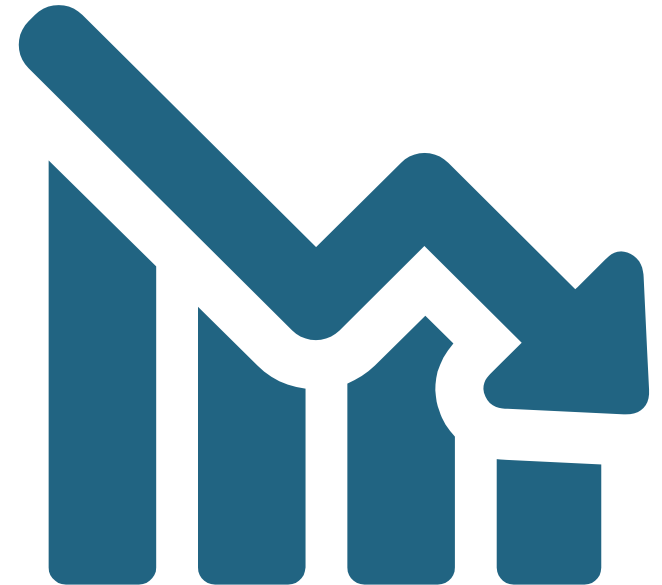
Pour les ménages

- Baisse des revenus des ménages (soit perte d'emploi pour les salariés, ou de revenus pour les indépendants)
- Basculement et/ou rebasculement dans la pauvreté



Pour l'état (BUDGET)

- Baisse des revenus issus des taxes (TVA, Impôts...)
- Augmentation exponentielle des dépenses
- Baisse de l'investissement public,
- Baisse des IDE





LES SECTEURS LES PLUS DUREMENT AFFECTÉS

Les secteurs d'activités les plus affectées par la fermeture des frontières et le confinement sont :



Les transports aérien et urbain



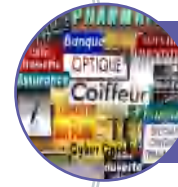
Tourisme (agence de voyage, compagnie aérien)



Les hôtels et La restauration



La construction BTP



Les commerces de détail



Micro entreprise / PME

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



	Formel	Informel	Total
	67 508	84 036	151 544
Primaire	2 781	131	2 912
Agriculture	774	131	905
Elevage	134	-	134
Sylviculture	44	-	44
Pêche	1 829	-	1 829
Secondaire	10 784	18 760	29 544
Extraction	358	145	503
Industries agroalimentaires	3 126	959	4 085
Autres industries manufacturières	1 123	862	1 985
Electricité	-	1 234	1 234
Eau, Assainissement	435	1 273	1 708
Construction (BTP)	5 742	14 287	20 029
Tertiaire	53 943	65 145	119 088
Commerce	17 561	9 198	26 759
Transports, poste et courrier	3 899	7 045	10 944
Hébergement et restauration	2 726	4 552	7 278
Information et communication	-	5 048	5 048
Banques et assurances	-	2 168	2 168
Activités immobilières	198	339	537
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-	610	610
Autres services marchands (activités de services collectifs ou personnels)	29 231	4 808	34 039
Administrations publiques	-	19 312	19 312
Autres services non marchands	328	12 065	12 393

LES EMPLOIS MENACÉS ET/OU PERDUS



Les salariés déclarés s'élèvent à **84 036**
et sont répartis dans sept secteurs
d'activités et organisés en 126 activités

Les emplois informels et journaliers sont
en nombre de **67 508** (dont 36% sont des
chefs d'unités de production informelle et
64% des mains d'œuvre). Tous sont âgés
de 16 ans à 64 ans.



3 SCENARIOS DU CONFINEMENT ET LES CONSQUENCES SUR L'EMPLOIS

La perte d'emplois est estimée à au moins 33 754 dont 20 000 dans le secteur formel et 13 754 dans l'informel et qui impactera au moins 168 778 personnes vivant dans des ménages.

Les projections et les différents scénarios ont été élaborés en concertation avec les partenaires technique et financier (BM, FMI, UNECA, PNUD)



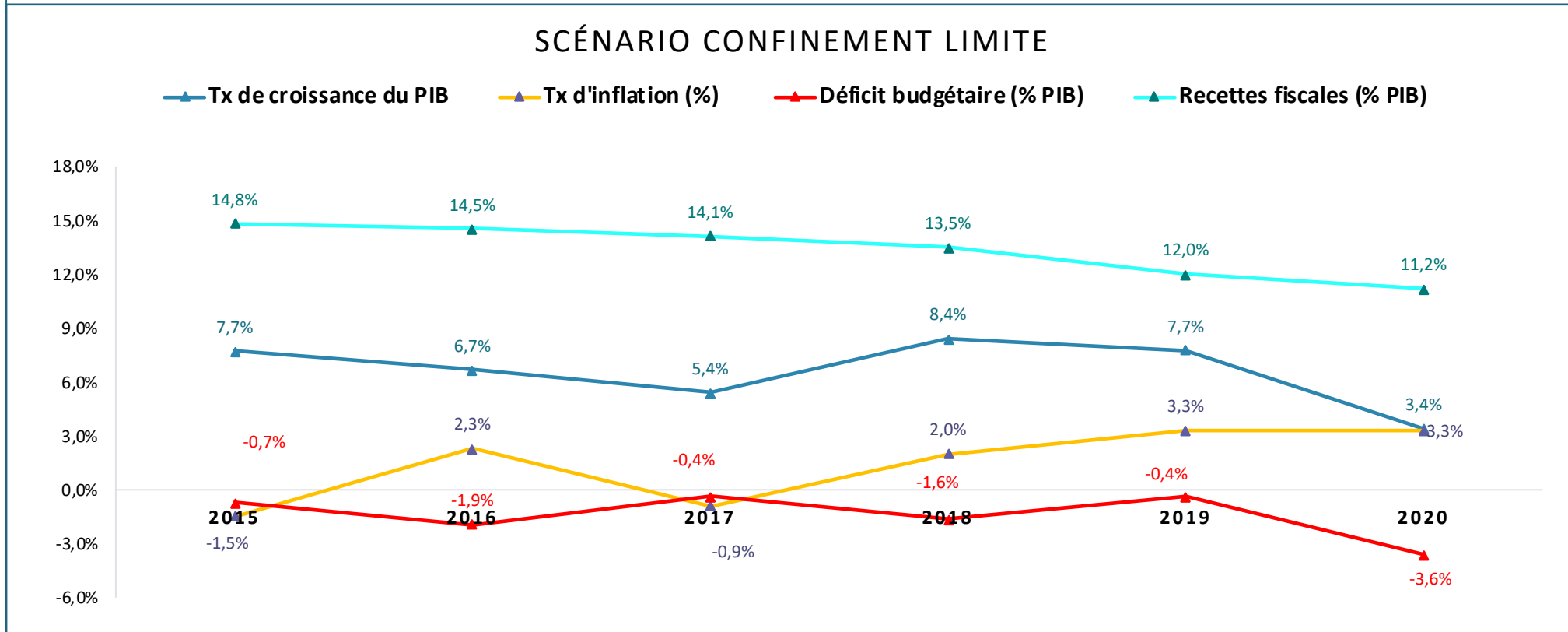
SCENARIO DU CONFINEMENT POLONGÉ TRES PROBABLE

** Il s'agit d'emplois menacés à court-terme pour les scénarios confinement limité et confinement strict, et d'emplois menacés à long-terme pour les deux autres scénarios*

CONFINEMENT LIMITÉ



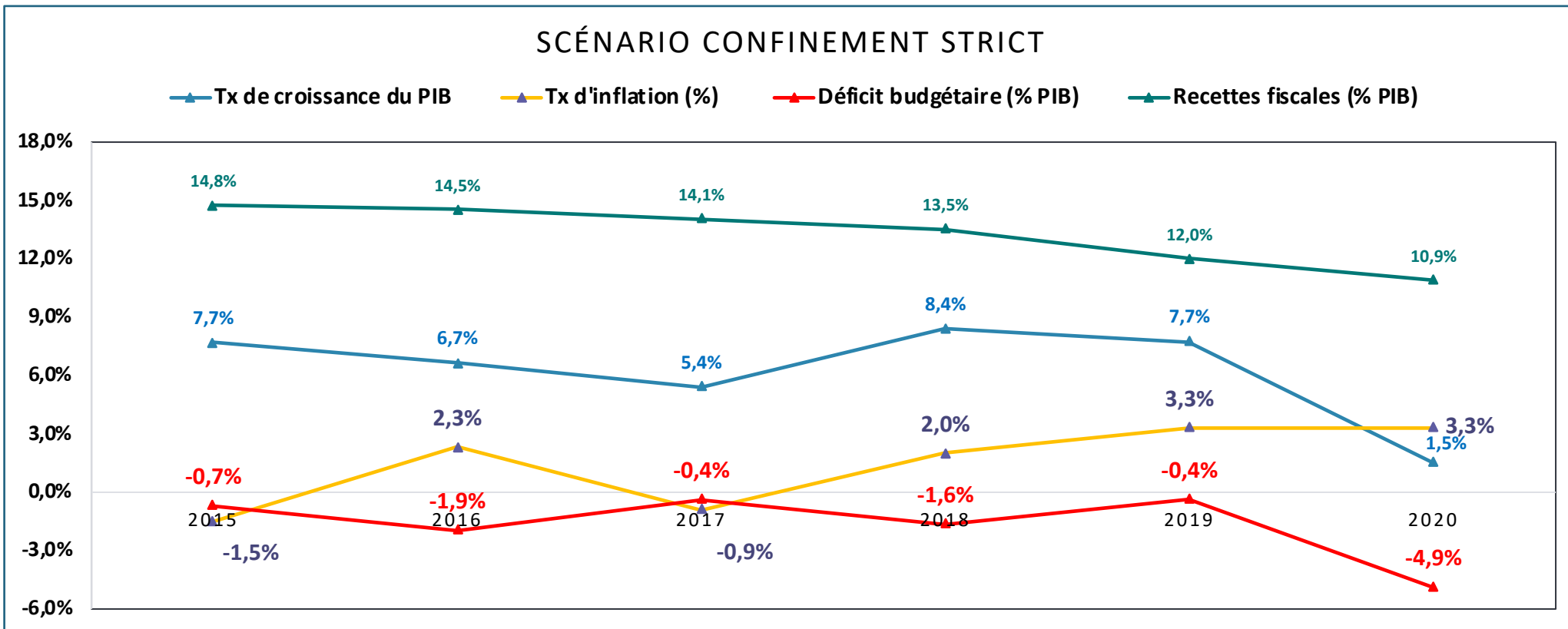
Maintien de la croissance économique dans les secteurs stratégiques mais en forte baisse dans les secteurs directement impactés par un confinement d'un mois. La croissance pourrait se limiter à **3,4%** sur l'année. Environ **30 000 emplois** menacés à court terme, soit **3,4 Milliards FDJ** de masse salariale.



CONFINEMENT STRICT



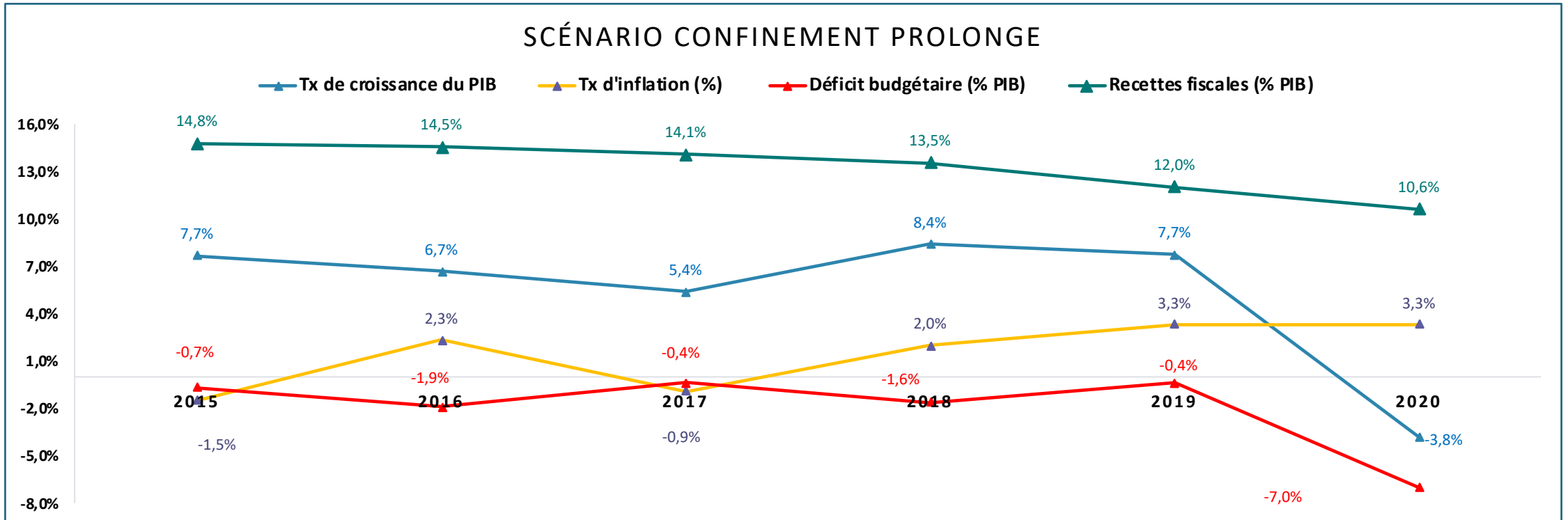
Scénario difficile avec une faible croissance (**1,5%**). Environ 35 000 emplois sont menacés à court-terme, pour une masse salariale totale de **4,2 milliards FDJ**. Les secteurs durement touchés sont : Hospitalités, BTP, services, et transports urbains.



CONFINEMENT PROLONGÉ « LOCKDOWN »

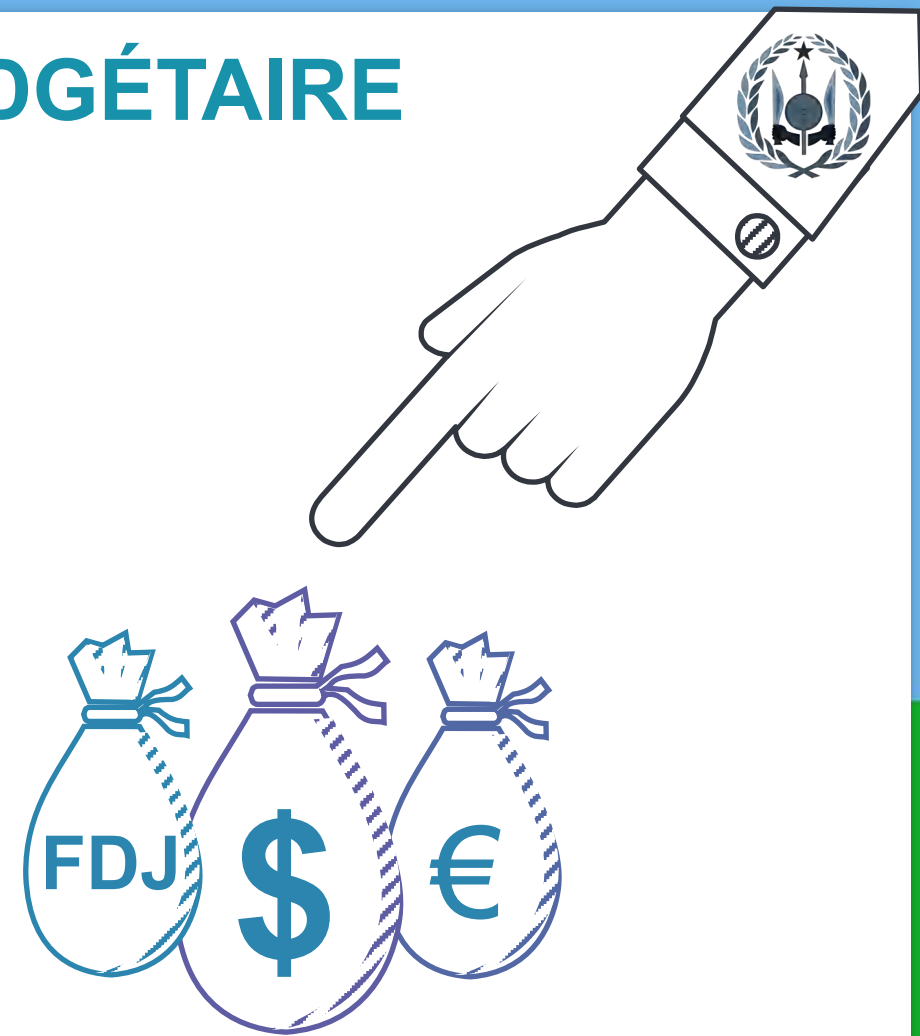


Le pays entrerait en récession (**-3,8%**) avec un tel scénario, avec une baisse d'activité dans les secteurs stratégiques (**-75%**) sur les deux mois de confinement et des contractions massives dans les secteurs touchés par les politiques de confinement. Avec **40 000** emplois menacés à court-terme dans ce scénario, soit **5,1 Milliards** **FDJ** de masse salariale.



ETAT : INCIDENCE BUDGÉTAIRE

- Les baisses observées dans les secteurs économiques suite à l'impact du COVID-19 auront des incidences budgétaires notamment avec des baisses de recettes fiscales.
- Le scénario du « confinement prolongé » où tous les secteurs économiques seraient significativement impactés (récession de **-3,8%**) du PIB, les pertes en recettes fiscales et non fiscales s'élèveraient à **18,2 milliards FDJ (100 millions USD)** avec un niveau de recettes fiscales totales de **61,3 milliards FD**.
- Parallèlement, des économies (**6 Milliards FD**) ont été difficilement opérées sur les dépenses de matériels et d'investissements pour atténuer les effets des pertes de recettes liées aux effets de la crise COVID-19.
- Le besoin net de financement serait donc **23,4 Milliards FDJ** soit **132 Millions US \$**



QUATRE RISQUES MAJEURS À COURT ET MOYEN TERME



Entreprises



Risque de
faillites des
entreprises

Ménages



Risque de
Précarité
accrue

Politique



Risque de
tensions
sociales

Etat



Risque de
stress
budgétaire
sévère, balance
de paiement,

Risque d'Insouténabilité de la Dette

ACTIONS ET REponses FACE À LA CRISE

OBJECTIFS DU PACTE NATIONAL SOLIDAIRE



FILET SOCIAL



Pour les plus fragiles (secteur formel et informel), et éviter une crise sociale

SECTEURS ESSENTIELS



Assurer la continuité et se préparer en cas de prolongation de l'épidémie

TISSU ÉCONOMIQUE



Préserver à tout prix, en particulier les TPE/PME, et les secteurs en danger

MOBILISATION



Mobilisation massive des moyens (public et privé), pour lutter contre la crise du Covid19

Le maintien de l'activité de certains secteurs stratégiques (couplé à la mise en place de mesures de sécurité du personnel) peut à la fois permettre de mieux gérer cette crise ainsi que de limiter l'impact économique qui devrait suivre. L'impact économique pourrait être tout aussi dévastateur que la crise sanitaire, dans le cas d'un confinement prolongé « **Lockdown** » (scenario conduisant une récession de **-3,8** du PIB avec une perte d'emploi de l'ordre de **40 000**)

LES ACTIONS DÉJÀ ENTREPRISES



Phase 1

Le Gouvernement de Djibouti est intervenu rapidement dans une première phase pour gérer la pandémie du COVID-19 avec :

- Mise en place d'une Cellule de crise sous la présidence du Chef de l'Etat
- Mise en place de test de contrôle de température à l'aéroport pour tous les passagers à l'arrivée
- Mise en place d'un centre de quarantaine dans l'aile Sud de l'ancien hôpital Bouffard
- Campagnes d'information et de sensibilisation sur les mesures barrières et les précautions à prendre par la population
- Réunions d'information avec les opérateurs du secteurs privés sur le maintien de stocks des denrées de première nécessité et les médicaments.

Phase 2

Dans une deuxième phase et afin de protéger les populations, les autorités ont décidé de :

- Arrêt (depuis le 18 mars) de toutes les liaisons aériennes, à l'exception des vols cargo, humanitaires
- Fermeture des établissements scolaires à partir du 19 mars 2020 tout comme la limitation des regroupements
- Création de fond d'urgent et de solidarité
- Contrôler les prix de vente des produits de première nécessités

Phase 3

Dans une troisième phase et après l'apparition de 11 cas ayant contracté le COVID-19, les autorités ont décidé par décret présidentiel,

- Mise en confinement sur l'ensemble du territoire nationale
- Lancement des commandes importantes de consommables, d'appareils respiratoires et de matériels de laboratoire. (sur ressources propres)
- Aménagement des nouveaux sites de quarantaine et des centres de soins (Al-raham et Arta)
- Mise en place d'un deuxième centre de dépistage à Balbala

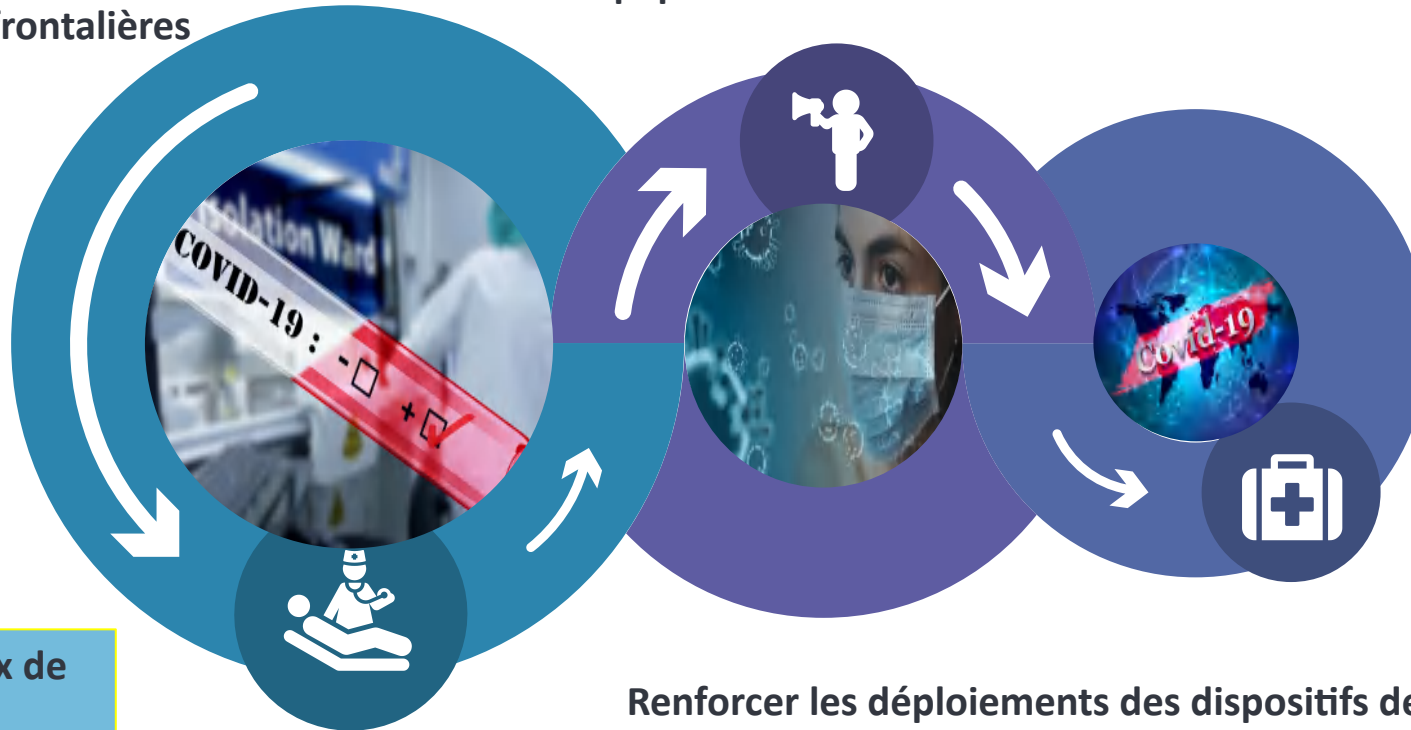
MESURES SANITAIRES



5 Milliards FD (30 Millions \$US)

Multiplier les Centres de quarantaine dans les régions de l'intérieur et aux zones frontalières

Réponse sanitaire rapide et immédiat
Renforcement de capacité d'accueil et des équipements



Djibouti enregistre un taux de contamination élevé par rapport à l'IGAD : renforcement de la prévention et de la sensibilisation .

Renforcer les déploiements des dispositifs de prévention/ sensibilisation
Acquisition de **kits de test rapide pour 500 milles personnes** et les équipements de prévention (masque, produits d'hygiène..)



MESURES SOCIALES

4,9 Milliards FD (30 Millions \$US)

Augmenter la dotation du FSN

Elargir la population-cible et venir en aide très rapidement aux familles vulnérables et impactées par la crise, à travers le FSN, sous forme de cash transferts ou de distribution de vivres : **2 Milliards FD** ;

Soutien aux ménages,

Prise en charge partielle ou totale des factures EDD, ONEAD : : **1,2 Milliards FD**

Réalisation d'une enquête d'urgence pour mieux connaître l'impact de la crise

STOCK STRATEGIQUE ALIMENTAIRE

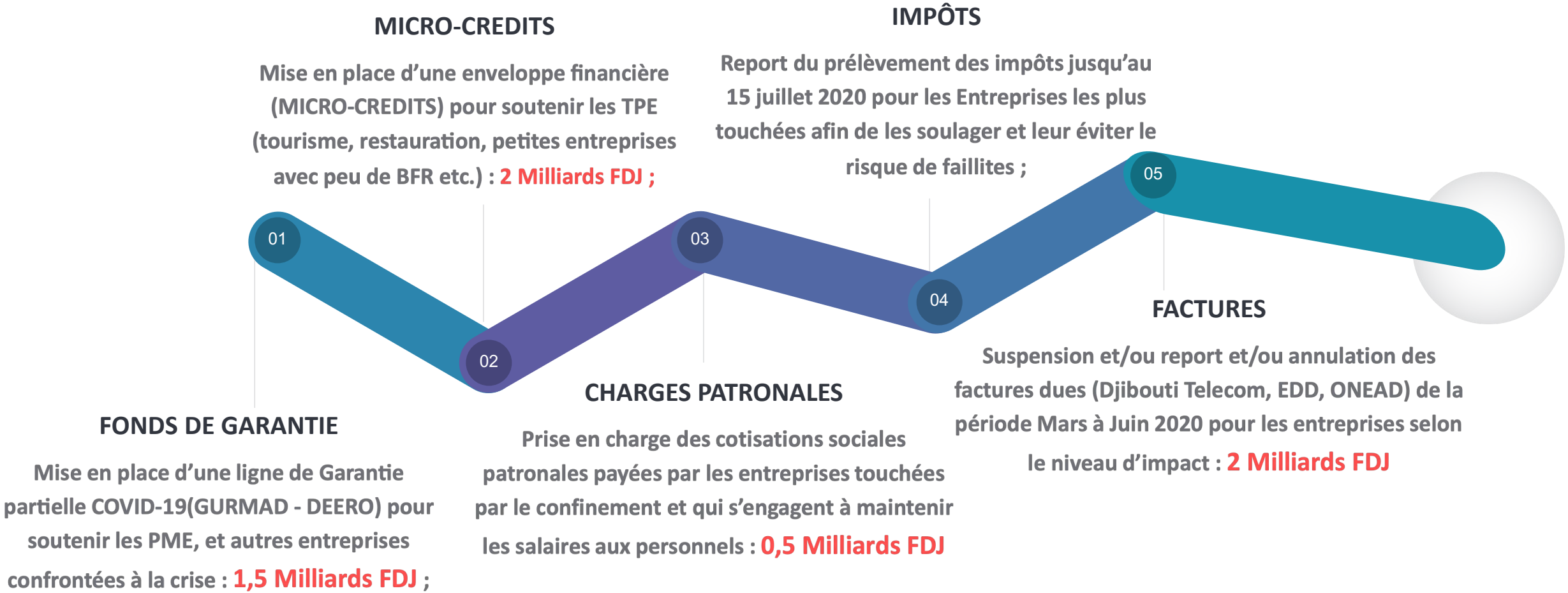
Eviter une rupture de stock alimentaire : **1,7 Milliards FD**

En dehors de la population djiboutienne, et hors réfugiés officiellement enregistrés, une population importante de réfugiés/migrants non enregistrée « *refugees like* » d'environ **150 000** en extrême précarité (coût à estimer)

MESURES ÉCONOMIQUES



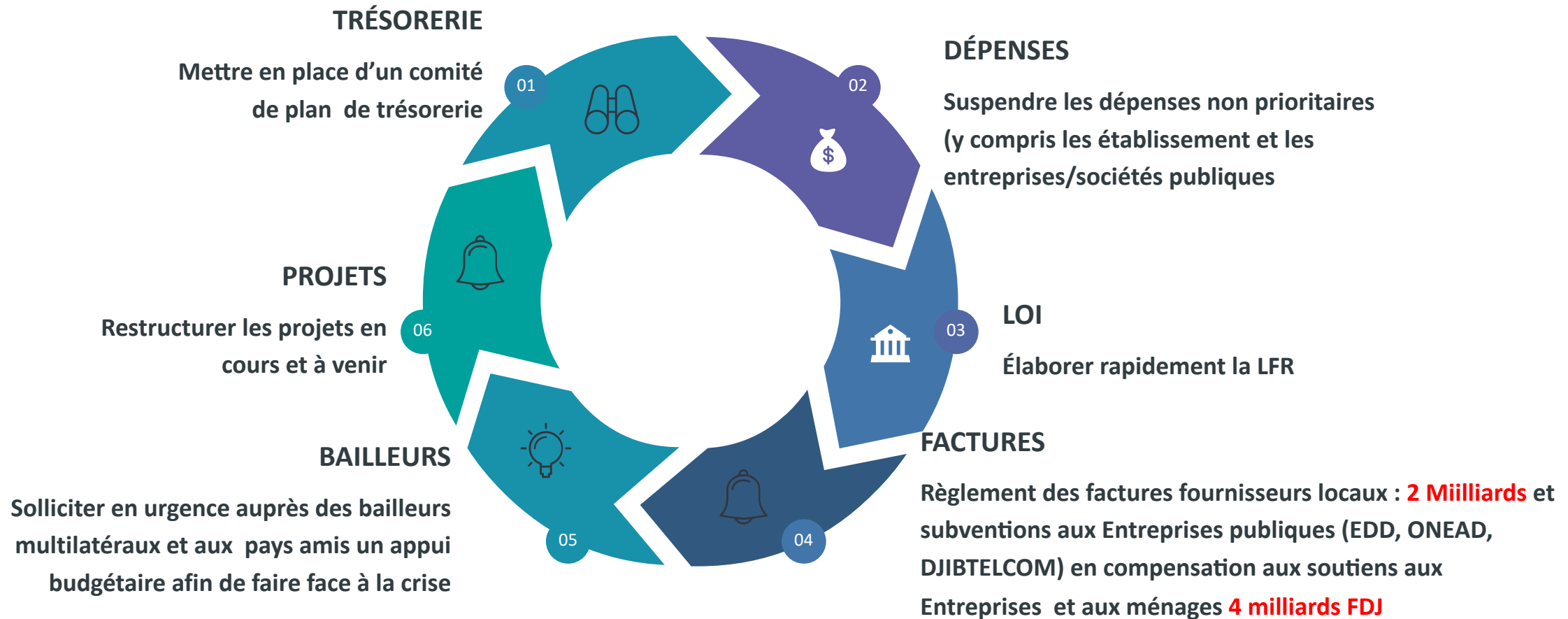
Avec un soutien de 6 Milliards FD (34 Millions \$US)



MESURES BUDGETAIRES & FINANCES PUBLIQUES



34,3 Milliards FD (193 Millions \$US)



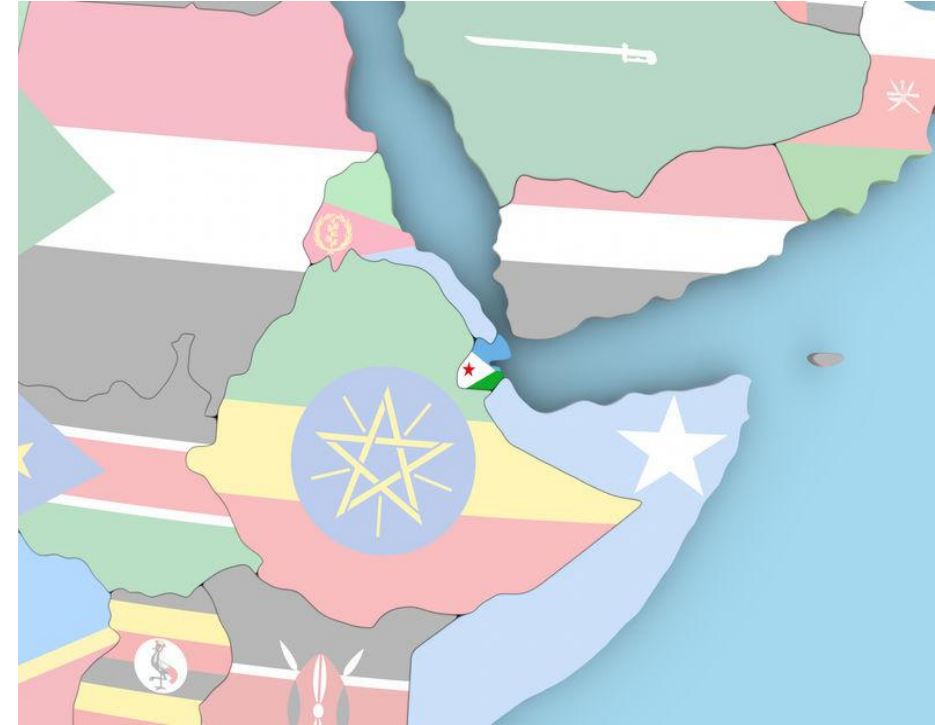
En l'absence de politique monétaire, et compte tenu de la contraction économique (*currency board*) entraînant un déficit budgétaire de **34,3 milliards** (7% du PIB), nous faisons face à un défi de taille : Aide budgétaire – moratoire service de la dette – solidarité de citoyens

MESURES SUR LE PLAN REGIONAL



2,6 Milliards FD (15 Millions \$US)

- Maintenir les opérations et les flux du commerce régional
- Mise en place des équipements de désinfection pour les camions et des personnes
- Protéger et soutenir les populations vivant dans les zones transfrontalières et le long du corridor
- Soutien en vivre des populations nomades
- Mise en place de centre de repos pour les chauffeurs anti-covid19
- Mise en place des équipes sanitaires conjointes avec les centres de quarantaines aux postes de frontières
- Réponse régionale à la problématique de flux de migrants
- Mise en place de stock de produit sanitaires

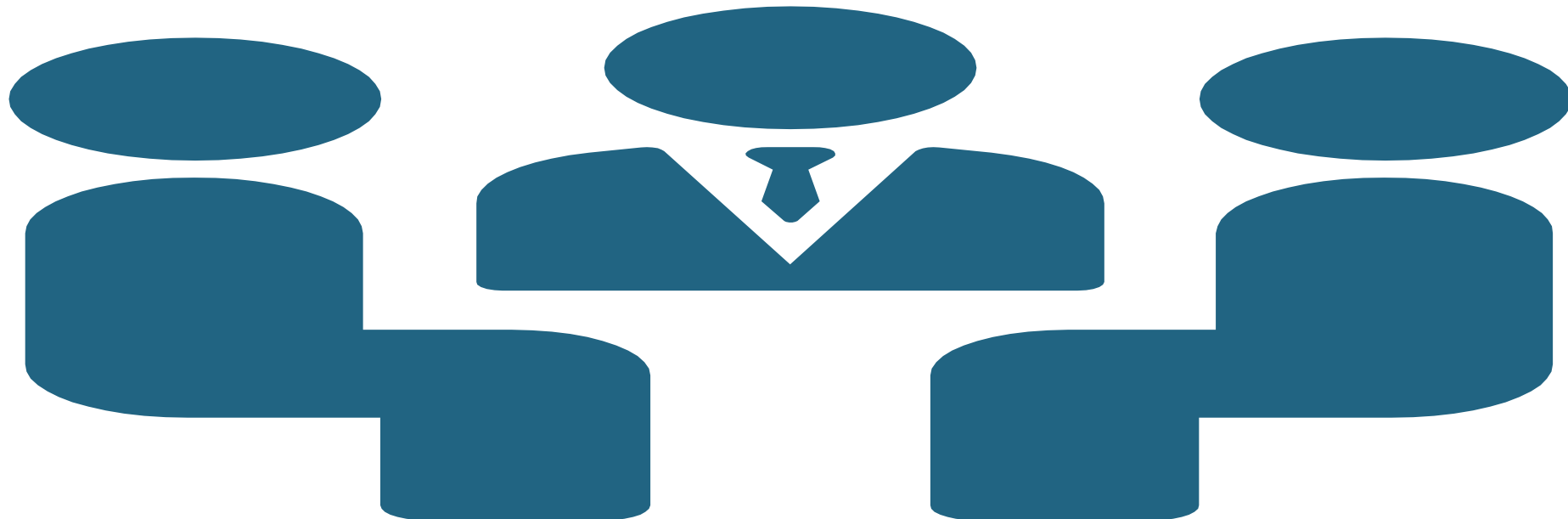


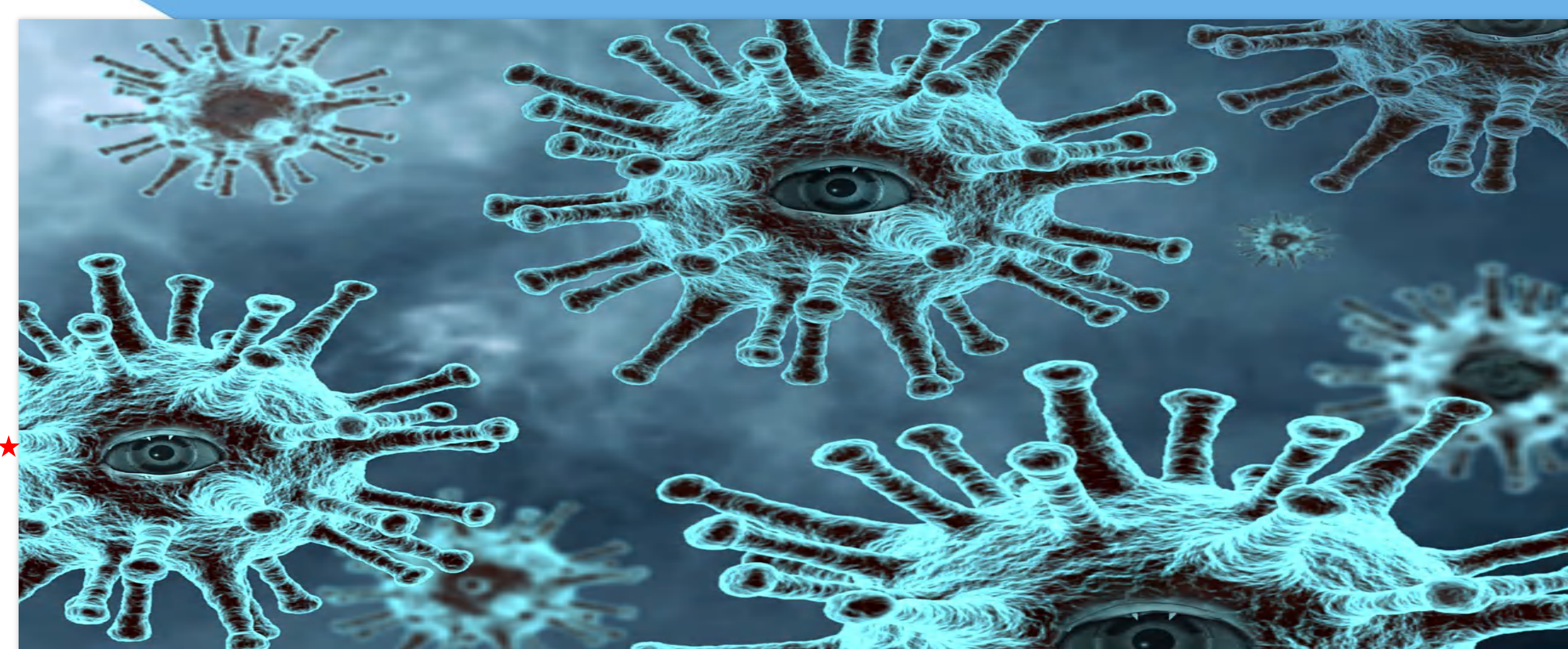
Cette population nomade transfrontalière, par définition très mobile, fait face à des graves défis suite aux fermetures de frontières. Cette même population a déjà été touchée sévèrement à cause du changement climatique, y compris la dernière invasion du criquet pèlerin qui a totalement anéanti les pâturages dans la corne d'Afrique. Besoin d'une action urgente et régionale.

PLAN DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE



Un Comité National Multidisciplinaire en charge de la rédaction d'une stratégie de relance économique post covid-19 sera immédiatement mis en place





Merci de votre attention

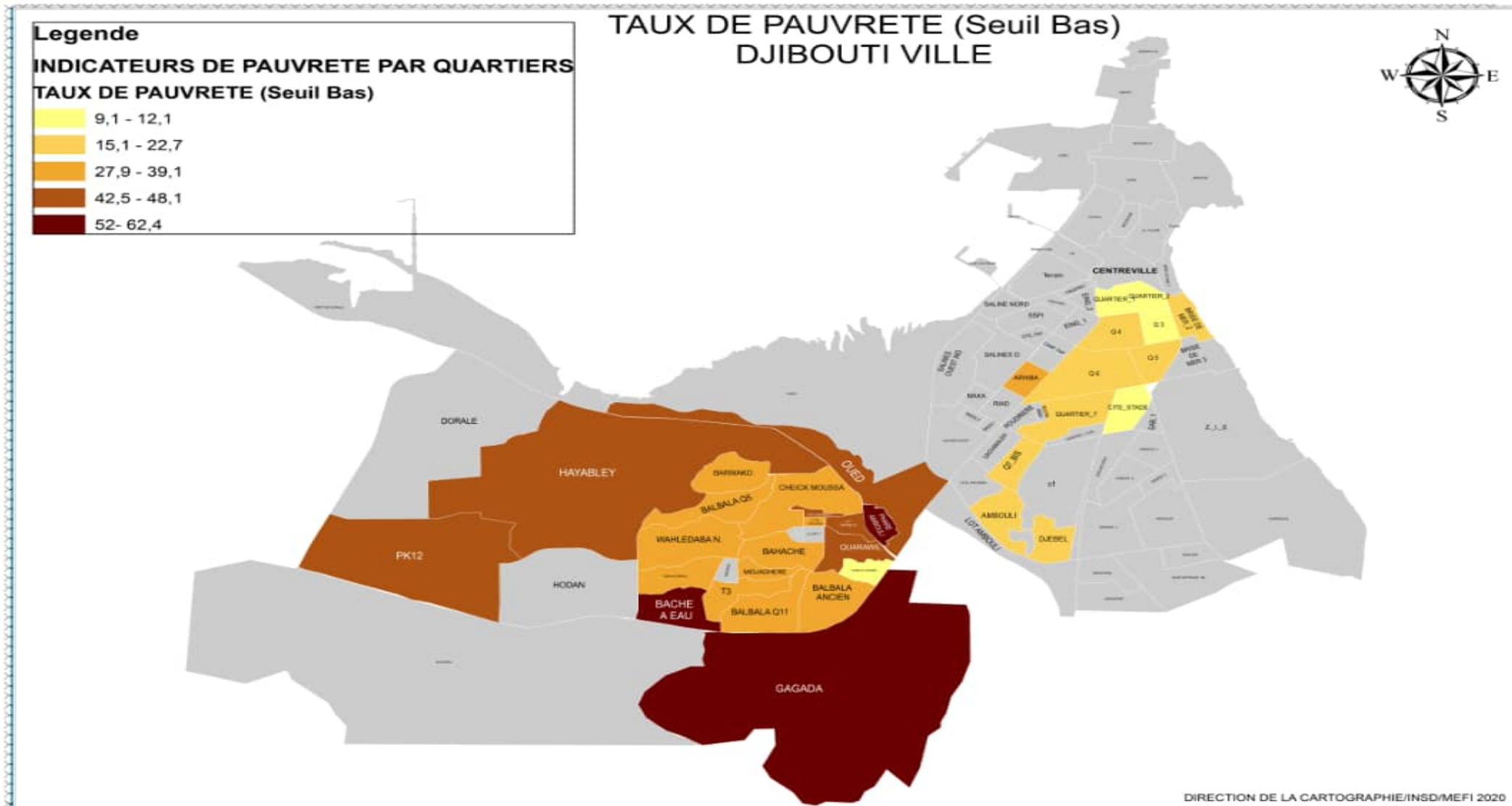
Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie

10 Avril 2020



#COVID19DJ

ANNEXE 1 : CARTE DE LA PAUVRETE



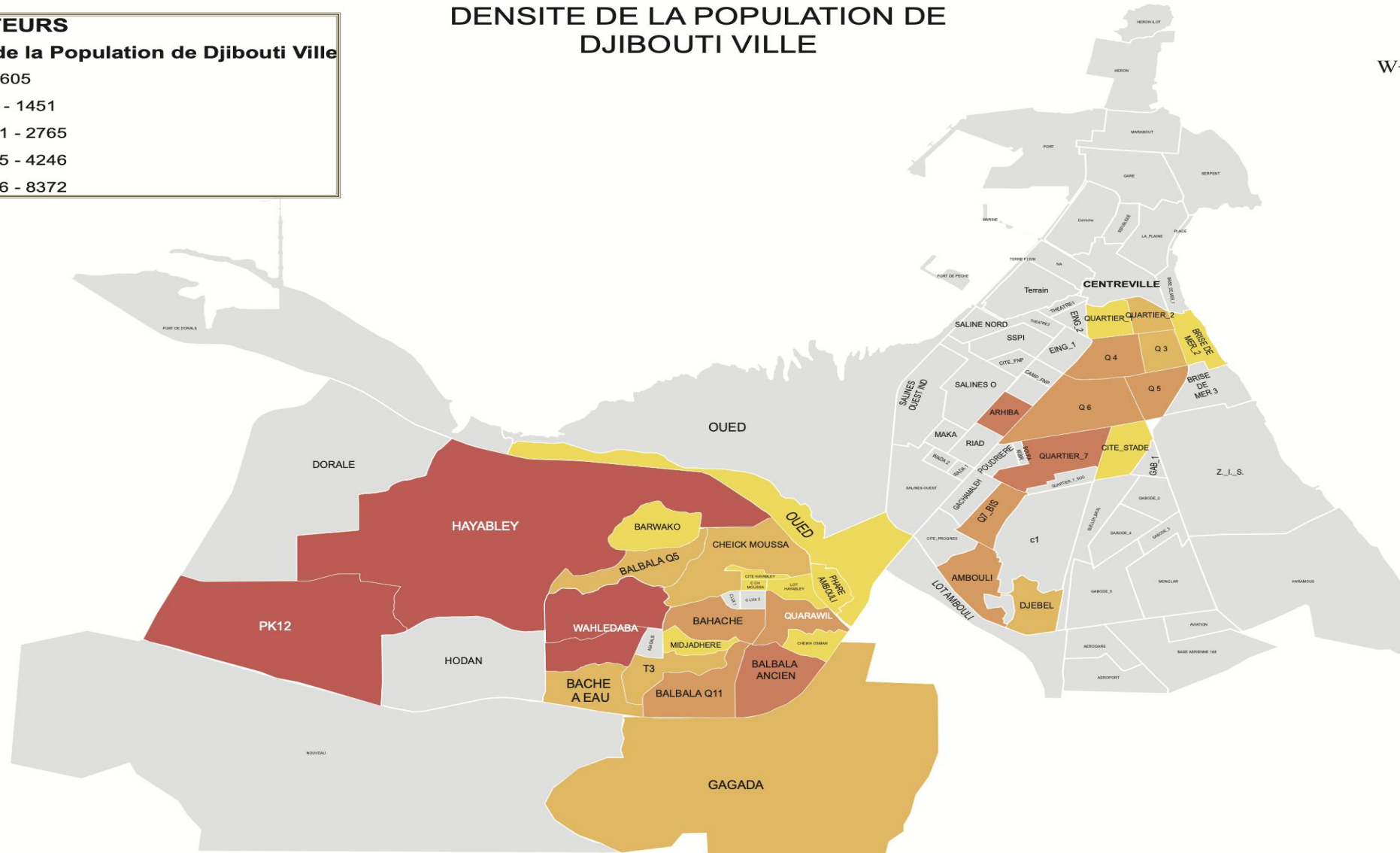
ANNEXE 2 : DENSITÉ DE LA POPULATION DE DJIBOUTI



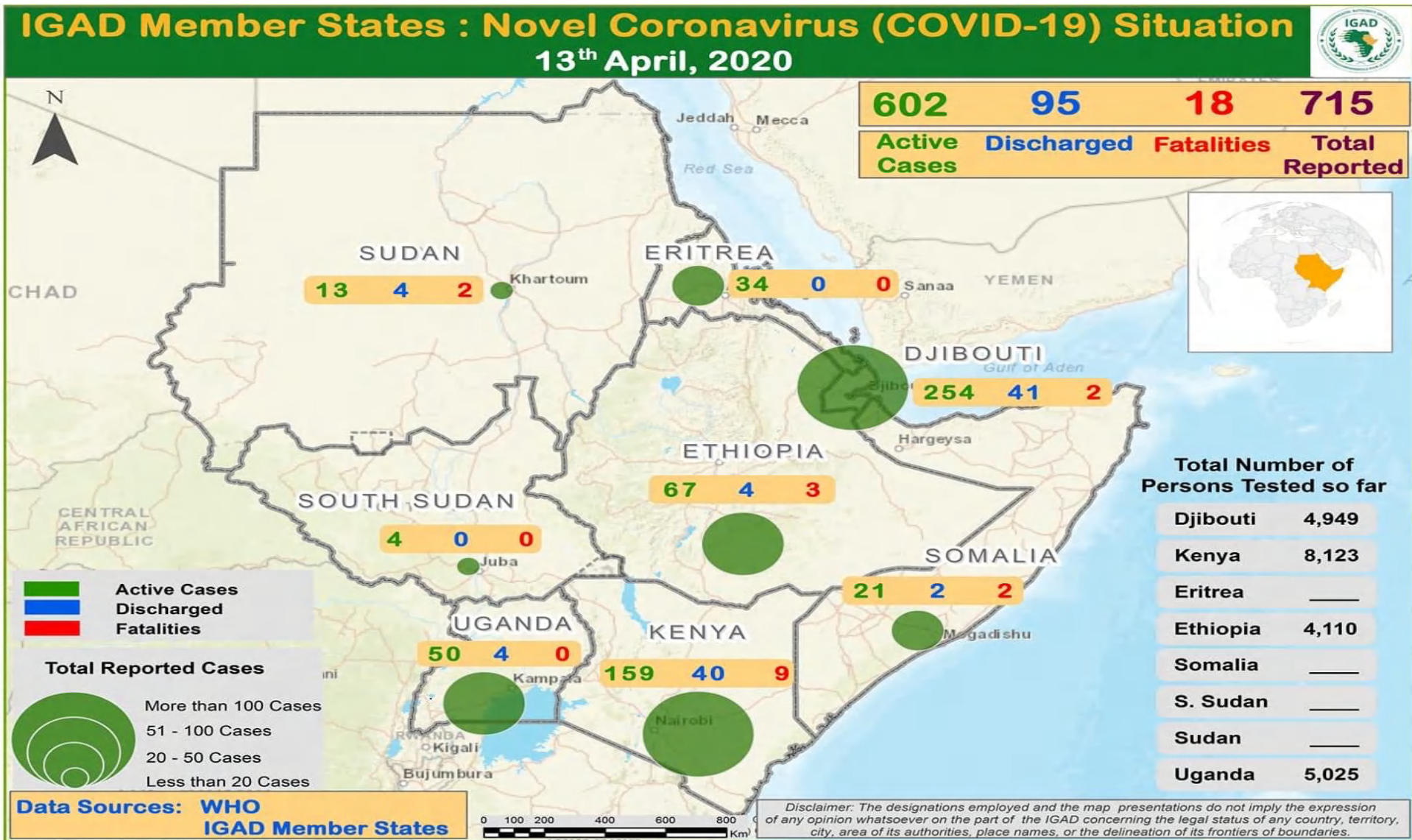
DENSITE DE LA POPULATION DE DJIBOUTI VILLE



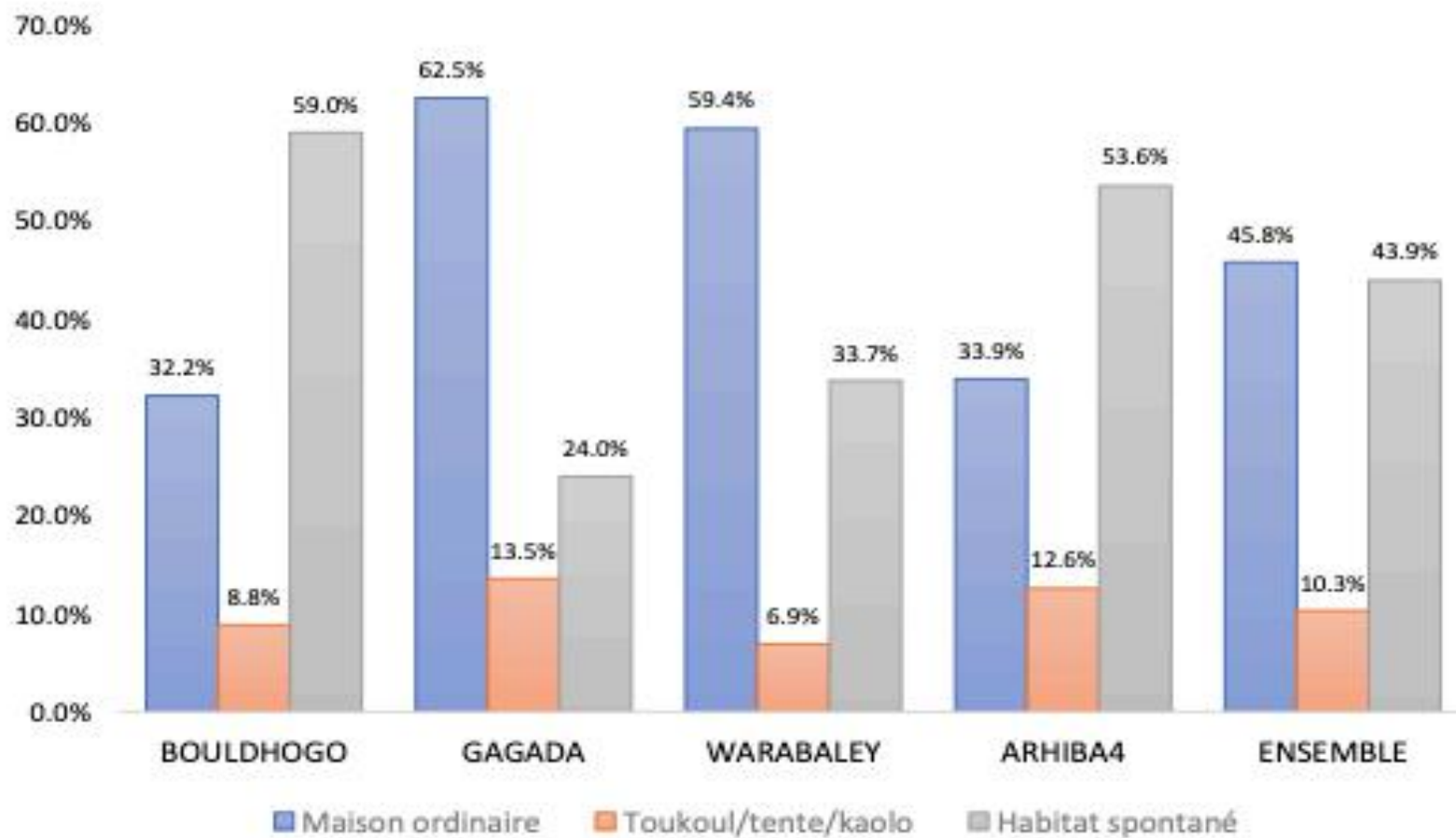
INDICATEURS	
Densité de la Population de Djibouti Ville	
	83- 605
	605 - 1451
	1451 - 2765
	2765 - 4246
	4246 - 8372



ANNEXE 3 : SITUATION DU COVID-19



ANNEXE 4 : REFUGEES LIKE



Source : INSD, 2017

ANNEXE 5 : INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS



Tableau 1: Principaux Indicateurs Économiques et Financiers, 2015-2024

	Projections								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020			
						Initial	Conf lim	Conf strict	Conf prolong
(Variation annuelle en %)									
Comptes nationaux									
PIB réel	7,7%	6,7%	5,4%	8,4%	7,7%	8,3%	3,4%	1,5%	-3,6%
Fix à la consommation (moyenne annuelle)	-0,5%	2,4%	0,6%	0,2%	3,3%	2,5%	2,5%	2,5%	3,3%
Fix à la consommation (fin de période)	-1,5%	2,3%	-0,9%	2,0%	3,3%	2,5%	3,3%	3,3%	3,3%
(En % du PIB)									
Épargne et Investissement									
Investissement en capital fixe	30,1%	28,6%	30,0%	19,1%	45,0%	49,9%	33,7%	25,9%	22,7%
Privé	19,3%	20,2%	23,4%	13,0%	44,8%	45,4%	29,3%	21,5%	18,3%
Public	10,7%	8,4%	6,6%	6,2%	0,2%	4,5%	4,4%	4,4%	4,4%
Épargne nationale brute	60,2%	12,8%	16,2%	35,1%	83,8%	89,7%	52,1%	44,2%	32,2%
Solde (Épargne nationale - Investissement)	30,1%	-15,8%	-13,8%	16,0%	38,9%	19,8%	18,4%	18,3%	9,5%
(En % du PIB)									
Administration centrale									
Recettes et dons	27,2%	25,3%	24,7%	24,3%	23,1%	19,6%	18,9%	18,7%	18,8%
Recettes fiscales	14,8%	14,5%	14,1%	13,5%	12,8%	12,0%	11,2%	10,9%	10,6%
Recettes non-fiscales	7,4%	7,5%	8,7%	7,3%	1,0%	6,0%	6,1%	6,2%	6,5%
Dons	5,0%	3,2%	1,9%	3,5%	9,2%	1,6%	1,6%	1,7%	1,8%
Dépenses totales	27,5%	26,8%	25,0%	26,3%	0,0%	19,9%	22,1%	23,1%	24,3%
Dépenses courantes	16,9%	18,6%	18,5%	18,0%	23,4%	13,9%	14,5%	14,7%	15,5%
Dépenses en capital	10,6%	8,2%	6,5%	8,3%	0,2%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%
Sur financement intérieur	7,3%	5,0%	3,9%	3,4%	8,0%	2,7%	2,5%	2,5%	2,4%
Sur financement extérieur	3,3%	3,3%	2,6%	4,9%	3,7%	3,2%	3,4%	3,5%	3,6%
Solde global (base engagement)	-0,3%	-1,6%	-0,3%	-2,0%	0,0%	-0,3%	-3,2%	-4,4%	-5,5%
Variation des arriérés	-0,4%	-0,4%	-0,1%	0,4%	-4,2%	-0,3%	-0,3%	-0,3%	-0,3%
Solde global (base caisse)	-0,7%	-1,9%	-0,4%	-1,9%	0,0%	-0,6%	-3,4%	-4,7%	-5,8%
Financement	0,7%	1,8%	0,3%	1,8%	-0,6%	0,6%	1,6%	1,7%	1,8%
Intérieur	0,1%	0,4%	-0,8%	0,1%	-0,6%	-1,5%	-0,5%	-0,5%	-0,5%
Extérieur	0,6%	1,5%	0,9%	1,7%	-1,1%	2,1%	2,1%	2,2%	2,3%
Décassements	1,3%	2,0%	1,6%	2,4%	-0,1%	2,6%	2,7%	2,8%	3,0%
Amortissements	-0,7%	-0,6%	-0,7%	-0,7%	-0,1%	-0,6%	-0,6%	-0,6%	-0,7%
(Variation annuelle en %)									
Secteur monétaire									
Monnaie au sens large	18,6%	8,8%	20,0%	-5,9%	8,8%	11,0%	8,2%	4,3%	-0,6%
Avoirs extérieurs nets	18,7%	10,8%	26,1%	-8,1%	0,7%	9,7%	0,8%	-3,3%	-8,8%
Avoirs intérieurs nets	12,3%	-1,3%	11,7%	6,8%	12,4%	9,0%	-3,2%	-6,2%	-8,9%
Credit net au Gouvernement	34,69%	1,48%	8,69%	-60,28%	96,42%	-24,5%	-39,6%	-47,2%	-54,7%
Credit à l'Économie	7,0%	-2,3%	13,6%	7,8%	9,5%	11,0%	-2,0%	-5,0%	-7,0%
Credit à l'Économie (en % du PIB)	22,4%	20,5%	22,1%	22,0%	20,6%	20,6%	18,9%	18,7%	19,3%
Couverture de la Caisse d'émission (en %)	104	107	104	108	108	10800,0%	10800,0%	10800,0%	10800,0%
(En millions de FDJ)									
Secteur extérieur									
Solde du Compte Courant	126932	-4631	-23543	96285	231122	*****	*****	*****	5693641,4%
(En % du PIB)	30,3%	-1,0%	-5,0%	18,9%	38,9%	19,8%	16,4%	25,7%	9,5%
Importations de Biens et Services (en % du PIB)	126,5%	113,3%	162,8%	145,9%	144,5%	153,1%	112,7%	102,2%	86,0%
Exportations de Biens et Services (en % du PIB)	149,7%	107,6%	155,6%	159,0%	178,3%	173,2%	130,4%	119,1%	92,6%
Investissements directs étrangers (en % du PIB)	6,1%	6,4%	6,2%	5,9%	29,8%	30,0%	22,3%	17,3%	15,0%
Reserves en mois d'importations B&S	3,2	3,5	5,5	5,2	6,3	502,4%	502,4%	505,1%	502,4%
(En % du PIB)									
Encours de la dette	50,2%	65,5%	73,8%	71,8%	65,9%	64,2%	66,7%	63,7%	71,7%
Encours de la dette sur les exportations	35,0%	65,5%	50,3%	48,2%	37,0%	37,0%	51,2%	53,5%	77,4%
Service de la dette (en % des exportations)	1,4%	2,3%	1,8%	2,3%	2,0%	2,0%	2,7%	3,2%	4,2%
Service de la dette directe/Recettes totales	4,3%	6,1%	7,5%	9,1%	10,3%	7,0%	7,6%	6,6%	6,2%
Service de la dette totale/Recettes (Admin+États Publi)	5,4%	6,5%	7,6%	9,8%	10,7%	11,5%	12,3%	13,2%	13,2%
(En millions de FDJ)									
Pour mémoire:									
PIB nominal (milliards FDJ)	418,6	446,5	470,6	510,1	594,7	66045,4%	63495,0%	62359,5%	59090,6%
PIB nominal (milliards US dollars)	2,430	2,604	2,751	3,013	3,347	371,6%	357,3%	360,9%	332,5%
PIB nominal par tête (US dollars)	2647,0	2663,6	2663,6	2663,6	2663,6	375714,2%	361211,0%	354746,5%	336150,4%
EBE des entreprises publiques (consolidé)	41,5	45,5	51,9	56,2	60,5	6826,2%	6524,1%	6412,1%	6090,0%
Population (millions)	0,918	0,933	0,948	0,962	0,976	98,9%	98,9%	98,9%	98,9%

Source : Autorité de Djibouti